

***Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°3/2023
(Séance publique)***

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A L'ACQUISITION ET A
L'INSTALLATION DU MOBILIER DE
CLASSEMENT ET D'ARCHIVAGE (LOT UNIQUE)**

Le présent appel d'offres est lancé conformément aux alinéas 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.

Article 1	:	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON	4
Article 2	:	CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES	4
Article 3	:	MAITRE D'OUVRAGE	4
Article 4	:	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES	4
Article 5	:	PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION	4
Article 6	:	REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AUX MARCHES	5
Article 7	:	VALIDITE DU MARCHE- DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	5
Article 8	:	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL	6
Article 9	:	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	6
Article10	:	NANTISSEMENT	6
Article11	:	SOUS-TRAITANCE	6
Article12	:	DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	7
Article13	:	NATURE DES PRIX	7
Article14	:	CARACTERE DES PRIX	7
Article15	:	CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF	7
Article16	:	RETENUE DE GARANTIE	7
Article17	:	ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
Article18	:	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	8
Article19	:	DELAJ DE GARANTIE	8
Article20	:	CONDITIONS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	8
Article21	:	RECEPTION PROVISOIRE DU MARCHE	8
Article22	:	RECEPTION DEFINITIVE DU MARCHE	8
Article23	:	MODALITES DE REGLEMENT	9
Article24	:	PENALITES DE RETARD	9
Article25	:	RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRE ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	9
Article26	:	DROITS D'ENREGISTREMENT	9
Article27	:	CAS DE FORCE MAJEURE	9
Article28	:	RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	9
Article29	:	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION ET CONFLIT D'INTERET	10
Article30	:	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	10
Article31	:	AVANCES	10



CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS	11- 12- 13-14
ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE	14
ARTICLE 34 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE	14
ARTICLE 35 : BORDEREAUX DES PRIX DETAIL- ESTIMATIF	15



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET LIEU DE LIVRAISON

Le présent appel d'offres, passé en application de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et du § 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, a pour objet **l'acquisition et l'installation de mobilier de classement et d'archivage** pour la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

Lieu de livraison : la salle d'archivage de la Caisse de Compensation sise au centre d'archivage du Ministère de L'Economie et des Finances à Temara.

Tel 05-37-76-06-06 - fax 05-37-76-50-91

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Les prestations à exécuter au titre du présent Appel d'offres consistent en **l'acquisition et l'installation de mobilier de classement et d'archivage** pour la Caisse de compensation.

Les caractéristiques des prestations sont indiquées dans l'article 1 du chapitre II.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent appel d'offres est le Directeur de la Caisse de compensation.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix – détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que ceux se rapportant à l'offre financière telle que décrite dans l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et en tenant compte de l'article 2 du CCAG-T, ces documents prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES POSTERIEURES A LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 du CCAG-T, le cas échéant.



ARTICLE 6 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le prestataire est soumis aux dispositions définies par les textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 08 jourmada aloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat ;
- La Loi 18-12 relative à la réparation des accidents du travail promulgué par le dahir n°1-14-190 ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des titulaires et adjudicataires des marchés publics.
- L'Arrêté n° 1982-21 du 14 décembre 2021 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et visa par le Contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de livraison objet de cet appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois si le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.



ARTICLE 8 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

Le suivi de l'exécution du marché issu de cet appel d'offres est confié au service Administratif et Ressources Humaines.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le prestataire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application de l'article 153 du décret n°2-12-349 précité.

En cas de changement de domicile, le Prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement en application du § 2 de l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le prestataire pourra bénéficier du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Dans le cas d'une affectation en nantissement de marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur de la Caisse de Compensation ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation et sont établis sous sa responsabilité ;
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 précitée ;
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbres de cette copie ainsi que ceux de l'original conservé par la Caisse de Compensation sont à la charge du prestataire.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues par l'article 158 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux des marches publics.



2

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Le mobilier de classement et d'archivage objet du présent appel d'offres doit être livré et installé, **dans un délai maximum de 90 jours** à compter la date prévue dans l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations.

ARTICLE 13: NATURE DES PRIX

Le présent marché est passé par prix unitaires

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 12, paragraphe 1 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, les marchés de fournitures sont passés à prix fermes. Les prix unitaires sont établis en Dirhams. Ils sont fermes et non révisables. Lors de l'établissement des prix, les sociétés étrangères doivent tenir compte de la déduction d'une retenue à la source de 10 % et de 20% de la TVA et ceci conformément, respectivement aux dispositions de la loi n° 24-86 et la loi n° 30-85.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

15-1 Cautionnement provisoire

- Le montant du cautionnement provisoire ou de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de : **Dix mille Dirhams (10.000,00 DH)**

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

15-2 Cautionnement définitif

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.
- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 157 du décret n°2-12-349 précité sera appliqué.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCACT, une retenue de garantie sera prélevée sur le montant du marché et ce dans les conditions prévues par l'article 64 du CCACT et dans la limite de 7% du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.



Article 17: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Il sera fait application des dispositions de l'article 26 du CCAGT

ARTICLE 19 : DELAI DE DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **vingt-quatre (24) mois** à compter de la date de la réception provisoire.

ARTICLE 20: CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE

20.1. Conditions d'exécution et d'installation :

La livraison et l'installation du mobilier est à la charge du Titulaire à l'adresse de la MEF (DAAG), citée ci-dessus, conformément à un planning de déploiement arrêté avec le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire est tenu d'aviser le Maître d'Ouvrage de la date de livraison au moins cinq (5) jours avant le commencement de la livraison.

Le titulaire est tenu de présenter (dans les 5 premiers jours de l'exécution des prestations) et de faire valider avec le maître d'ouvrage les coloris et les finitions pour tous les articles de tous les lots sans exception.

Le Titulaire assure l'entière responsabilité des transports et supporte les conséquences, onéreuses de toute perte, avarie ou retard dus au transport jusqu'aux locaux du centre d'archivage du Ministère de l'Economie et des Finances à Temara.

Le mobilier sera livré, à l'état neuf, équipé de tous les accessoires.

Le mobilier et les pièces reconnues défectueuses seront isolées par les soins et aux frais du Titulaire, remplacées dans un délai défini d'un commun accord n'excédant pas 5 jours ouvrables.

20.2. Conditions de garantie :

Au cas où un mobilier ou une pièce du mobilier est reconnue défectueuse, en période de garantie, le titulaire est tenu de les remplacer dans un délai de 5 jours ouvrables.

Le délai de garantie commence à courir à partir du lendemain de la date de la réception provisoire prononcée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

Le mobilier ne sera réceptionné provisoirement qu'après avoir subi les contrôles de conformité avec l'ensemble des obligations du marché et, en particulier, avec les spécifications techniques. La réception provisoire sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 73 du CCAGT.

ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie, visé ci-dessous, dans les conditions prévues par l'article 76 du CCAGT.



ARTICLE 23 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectuera après prononciation de la réception provisoire en application des prix du bordereau des prix détail estimatif aux quantités réellement exécutées. Le Titulaire présentera la facture qui sera la base de l'établissement du décompte par le Maître d'Ouvrage et payable au vu de la production du procès-verbal de réception provisoire.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire (RIB) ou trésor ouvert au nom du Titulaire, indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 24 : PENALITES DE RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé la livraison dans le délai prescrit, il lui sera appliqué, sans préjudice de l'application de l'article 65 du CCAGT, une pénalité par jour de calendrier de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché. Ledit montant est celui du marché initial, éventuellement majoré par les montants

correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations. Toutefois, le montant global de ces pénalités est plafonné à 8% (Huit pour cent) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux prestations supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des prestations.

ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Le prestataire non-résident demeure assujéti à tous les impôts et taxes conformément aux dispositions fiscales prévues par les lois et règlements en vigueur au Maroc.

ARTICLE 26 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG-T, le marché issu du présent appel d'offres reste assujéti aux droits pouvant découler des lois et règlements en vigueur en matière d'enregistrement.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure les dispositions de l'article 47 du CCAGT s'appliquent.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE ISSUS DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-12-349 précité et celles prévues par le CCAGT.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché issu de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission du marché, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.



ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 168 du décret 2-12-349 précité s'appliquent.

ARTICLE 30: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si au cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-T. Tout litige ou contestation entre le Maître d'Ouvrage et le prestataire sera soumis à la juridiction administrative compétente.

ARTICLE 31: OCTROI D'AVANCES

Conformément au décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics, le présent appel d'offres ne prévoit pas d'avances.



CHAPITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 32 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Le mobilier de classement et d'archivage doit répondre aux spécifications techniques exigées ci-dessous :

Le Rayonnage métallique mobile mécanique est composé d'Echelle, Parois tôlées pleines peintes, tablettes tôlées pleines avec butée arrière peintes, Porte-étiquettes frontal, Manivelle.

La Stabilité est réalisée par Croisillons ;

L'Embellisseur frontal est en 3 pièces.

L'acier utilisé dans les assemblages ne devra pas présenter de traces de piquages de rouille ;

Toute la visserie et la boulonnerie visible ou non est en acier bichromaté ou en acier inoxydable.

Finition :

- La finition des rayonnages est de type EPOXY gris galvanisé assurant une parfaite protection de toutes les parties visibles des rayonnages.

Echelles :

- Les parois (montants) verticales dans lesquelles doivent s'insérer les supports des tablettes doivent être fabriquées à partir d'une tôle plane profilée de façon à obtenir deux montant en tôle plié renforcé reliés entre eux par une paroi médiane.
- Les panneaux de finition en bout de travée doivent être lisses et pleins et devront intégrés l'ensemble du système de commande des rayonnages et permettre d'obtenir une paroi rigide et de capacité de charge de **800 kg**.

Tablettes :

- Les tablettes métalliques doivent être constituées en tôle d'acier de 0,8 mm d'épaisseur avec des plis de renfort doté d'une butée au fond pour aligner les dossiers d'archives ;
- Elles doivent être pliées 3 fois dans le sens de la longueur et 2 fois dans le sens de la profondeur ;
- Les tablettes doivent être doté d'un raidisseur de renfort pour répartir la charge uniformément ;
- La profondeur des tablettes avec butée est de 400 mm en simple face et de 800 mm en double face ;
- La mise en place des étagères est faite sans écrous ni boulons mais à l'aide de taquets métalliques à manoeuvrer et changer de niveau sans outillage ;
- Le pas de réglages est de 25 mm ;
- La stabilité des rayonnages doit être assurée par la fixation de croisillons aux endroits nécessaires.
- La tablette métallique avec butée arrière de 32 mm de hauteur minimum est constituée en tôle d'acier de 0,80 mm d'épaisseur.
- Elle doit être pliée 3 fois dans le sens de la longueur et 2 fois dans le sens de la profondeur.
- Les quatre angles inférieurs de la tablette sont soudés par points afin d'assurer une parfaite rigidité. Elle doit avoir une butée arrière ou autre système empêchant la chute des boîtes d'archives.
- Capacité de charge : 100 KG minimum.
- La mise en place des étagères se fera sans écrous ni boulons mais à l'aide de taquets métalliques. Le pas de réglages sera de 25 mm maximum.



Handwritten signature

Les socles mobiles :

- Les socles doivent se composer de longerons et de traverses formant ainsi un châssis indéformable.
- Chaque socle mobile doit être pourvu de roues. Elles sont assemblées par paire dans le socle. Il y a minimum quatre roues de guidage, les autres étant des roues de roulement.
- Dimension des socles :
 - Hauteur : 150 mm ;
 - Epaisseur : 2,5 mm.
 -

Les roues :

- Les roues d'appui et de guidage doivent reposer sur le châssis.
- Les motrices sont solidaires sur un axe appuyé sur des paliers de roulements blindés pour une grande endurance, sans entretien, pas de rouille : tous les supports de l'arbre de transmission sont en matière plastique autolubrifiante.

Les rails :

- Les rails servent de surface de roulement pour les roues des socles. Le nombre de rails doit être suffisant pour le nombre de roues des socles. Ce nombre, à son tour, doit être suffisant à la fonction de la charge totale qui doit être déplacée, compte tenu de la capacité de charge maximale des roues ;
- Les rails doivent être fabriqués en acier galvanisé étiré massif de 14 x 60 mm et doivent être soumis à un traitement antirouille ;
- Les rails doivent être noyés dans un faux plancher en aluminium.

Volant ou manivelle de manœuvre :

- Le volant ou manivelle de manœuvre des rayonnages doit être sécurisé par un dispositif de blocage un niveau du centre de la manivelle formée par un bouton poussoir qui évite le mouvement accidentel d'un bloc, quand une personne se trouve à l'intérieur d'une allée.

Traitement de la surface :

Le rayonnage doit avoir les traitements de surface suivants :

- Dégraissage et phosphatation ;
- Lavage ;
- Passivation ;
- Séchage ;
- Peinture électrostatique dans deux cabines avec une tension de 90 kv.

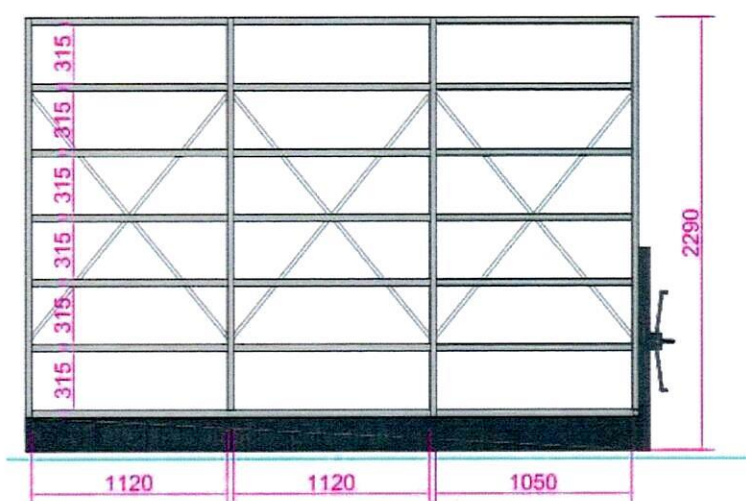
Dimensions :

- La hauteur de rayonnage est 2290 mm en travée avec une tolérance de +/-3%, et doit comporter 7 niveaux de rangement ;
- La hauteur utile entre les niveaux doit être au minimum 315 mm ;
- La profondeur des tablettes doit être de 400 mm en simple face et 800 mm en double face utiles avec 15 une tolérance de +/-3% ;
- La longueur utile des tablettes : 1120 mm avec une tolérance de +/-3%



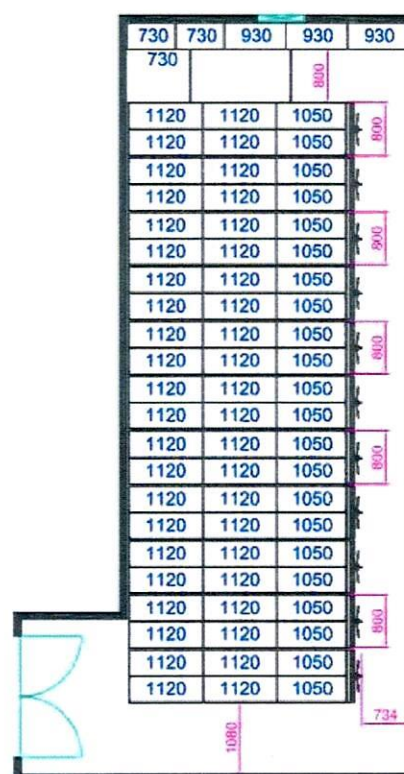
W

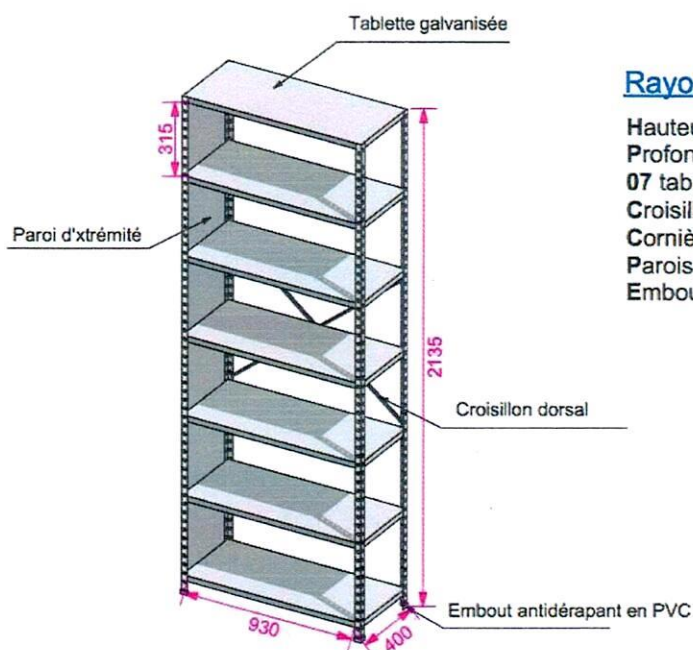
- 11 blocs mobiles de 03 kits doubles faces sur châssis mobile de 2290 x 1120/1050 x 800 mm à 7 étagères galvanisées + époxy gris.
 - 05 kits de rayonnage léger de 930/730 x 2135 x 400 mm à 7 étagères galvanisées + époxy gris.
 - Croisillons dorsaux de stabilité en forme de X.
 - Embouts antidérapants en PVC au sol.
- Hauteur de rayonnage & Châssis : 2290 mm.
 - Profondeur de rayonnage : 400 x 2 mm.
 - 07 étagères en acier galvanisé + revêtement époxy gris / kit.
 - Parois aux extrémités acier galvanisé + revêtement époxy gris.
 - Croisillons dorsaux en forme de X de stabilité.
 - Rails de guidage au sol en acier galvanisé.
 - Système de transmission manuel pour volant.



Rayonnage Léger Mobile

- Hauteur de rayonnage & Chassie : 2290 mm.
- Profondeur de rayonnage : 800 mm
- 07 étagères en acier galvanisé
- Parois aux extrémités.
- Croisillons dorsaux de stabilité en forme de X.
- Rayonnage mobile sur rails.
- Système de transmission manuel pour volant.
- Mécanisme de commande manuelle mécanique à pignons et chaînes.





Rayonnage léger statique

Hauteur du rayonnage : 2135 mm
 Profondeur : 400 mm
 07 tablettes en acier galvanisé
 Croisillons dorsaux en forme de X
 Cornières de 2135 mm en acier galvanisé
 Parois aux extrémités
 Embouts antidérapants en PVC

ARTICLE 33 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE

La garantie couvre bien la correction des anomalies, installation, , l'assistance, l'intervention sur place, les pièces de rechanges et la main d'œuvre.

La garantie couvre tous les frais nécessaires à la réparation et au remplacement des pièces de rechange ou matériel défectueux. Elle couvre aussi les frais de main d'œuvre, de déplacement du personnel et tout autre frais annexes.

Durant la période de garantie, le fournisseur s'engage à intervenir dans un délai de 24 h suivant la demande d'intervention.

A défaut de pouvoir régler la panne sur place dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de l'heure du 1er appel, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage un équipement de remplacement, au moins équivalent à celui défectueux, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit 48 heures à compter de l'heure du 1er appel.

Toute réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à compter de l'heure du 1er appel ;

Les interventions seront matérialisées par des fiches d'intervention validées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 34 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

- Le maître d'ouvrage veillera à informer immédiatement le titulaire de toute anomalie du mobilier de classement et d'archivage objet de cet appel d'offres, qu'il s'engage à lui faciliter la tâche en lui précisant les symptômes de l'anomalie.
- Le maître d'ouvrage désignera un ou plusieurs représentants qui seront les seuls correspondants de titulaire lors de l'exécution des prestations objet du marché. Ils seront responsables de définir les priorités d'intervention et d'exécution des tâches.



ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

Acquisition et installation de mobilier de classement et d'archivage pour la Caisse de compensation

N° PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UNITE DE COMPTE	QUANTITE	Prix unitaire en DH Hors TVA en chiffre	Prix Total en chiffre
1	Mobilier de classement et d'archivage	ENSEMBLE	01		
Total hors TVA					
Taux TVA (20%)					
Total TTC					


Fait à le



PAGE 15 ET DERNIERE

En application des dispositions du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert (séance publique) n°03/2023 relatif à l'acquisition et l'installation de mobilier de classement et d'archivage pour la Caisse de compensation à Rabat -lot unique-.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
<p> Directrice de la Caisse de Compensation par Intérim Signature Rachida AABAD</p> <p>Rabat, le.....19 JUIN 2023</p>	<p>Lu et accepté</p> <p>Rabat, le.....</p>

